

“Immigration” + “Identité nationale” = danger... amalgame !

Le 18 mai dernier, huit universitaires ont démissionné des instances publiques de la future Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI). Ils protestent contre l'instauration « inacceptable » d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

Ils ont signé un texte qui rappelle que la CNHI vise à « rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, notamment depuis le XIXe siècle, et contribue ainsi à la reconnaissance des parcours d'intégration des populations immigrées dans la société française et à **faire évoluer les regards et les mentalités sur l'immigration en France** ». L'un des défis de la Cité est de « **faire admettre comme patrimoine commun ce phénomène indissociable de la construction de la France qu'est l'histoire de l'immigration** ».

Ils dénoncent ce rapprochement qui s'inscrit dans un discours stigmatisant les immigrés alors même que « le pari de la CNHI était celui du rassemblement tourné vers l'avenir, autour d'une histoire commune que tous étaient susceptibles de s'approprier ».

Associer « immigration » et « identité nationale » fait de la question même de l'immigration un problème. La politique de Sarkozy et de son ministre Hortefeux est clairement d'empêcher certaines nationalités ciblées d'entrer en France. Selon les propos mêmes de Sarkozy encore candidat, ce ministère aura pour objectif de « définir la politique de l'immigration, c'est-à-dire **ceux qui auront vocation à devenir français** ».

Ce discours est aux antipodes des missions de la CNHI. Dès lors, comment ne pas comprendre le mouvement de colère des universitaires démissionnaires ?

Il est utile de rappeler que la CNHI est un projet défendu par les milieux associatifs et universitaires depuis longtemps. En 2001, Lionel Jospin confie une mission à deux personnalités pour examiner quelle forme pourrait revêtir un tel lieu. Ce projet est repris dans le programme de Jacques Chirac en 2002 et enfin lancé en 2004. Il s'appuie sur un constat : les représentations des immigrés sont porteuses d'attitudes discriminatoires, conscientes ou non, qui constituent des freins d'autant plus forts à l'intégration qu'elles peuvent parfois également être intériorisées par les immigrés eux-mêmes et leurs descendants. D'où la nécessité de modifier en profondeur les attitudes individuelles et collectives et les comportements qu'elles génèrent.

Le projet de la CNHI est de mieux comprendre pour mieux s'ouvrir. Celui de Sarkozy est de mieux amalgamer pour mieux se fermer. Il y a incompatibilité.

Pourtant, en réaction à la démission des huit universitaires, Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a assuré : « Vraiment, je crois qu'il y a eu un malentendu ». **Malentendu est un mot faible.**

FACE À LA DROITE DES RÉPONSES DE GAUCHE

- ⇒ **Une politique d'immigration maîtrisée et partagée.**
- ⇒ **Une politique d'immigration juste et efficace qui lutte contre les filières clandestines, qui favorise une réelle intégration des immigrés en situation régulière et qui soit liée aux politiques de développement des pays d'immigration.**
- ⇒ **La reconnaissance du droit de vote pour les scrutins locaux aux résidents étrangers, habitant depuis cinq ans en France.**